Enquête nationale de la FNMJI sur la profession de MJPMi

- **81 % des mesures exercées pour des majeurs aux faibles revenus, inférieurs à 29 140, 61 euros par an.**
- **Des charges élevées, absorbant 50 % du chiffre d'affaires.**
- **Une surcharge de travail en augmentation ressentie par 64 % des MJPMi.**

Paris, 26 février 2025 – La Fédération Nationale des Mandataires Judiciaires Indépendants à la Protection des Majeurs (FNMJI) publie aujourd’hui les résultats d’une enquête inédite menée auprès des mandataires judiciaires à la protection des majeurs indépendants (MJPMi) en exercice, adhérents à la FNMJI. Cette étude éclaire les conditions d’exercice de ces professionnels tout en valorisant leur rôle indispensable dans un contexte de vieillissement de la population. En publiant cette étude, la FNMJI réaffirme son engagement au sein de la protection juridique des majeurs, en faveur des personnes protégées, et pour la représentation et la défense des intérêts des MJPMi. Cette photographie de la profession sera un outil clé pour sensibiliser les décideurs et élaborer des solutions adaptées aux défis actuels.

L’étude confirme que la profession se caractérise par des profils majoritairement féminins (83 %) et qualifiés, 80 % des répondants étant titulaires d’un diplôme de niveau Bac+3 ou supérieur et expérimentés. Ces professionnels exercent pour 43 % d’entre eux dans un local, le plus souvent partagé avec d’autres MJPMi. Le recours à un assistant ou un secrétaire spécialisé est quant à lui en expansion (37 %). Néanmoins, certaines DDETS continuent d’exiger sans fondement, dans ce cadre, le dépôt d’un nouvel agrément, contrairement aux dispositions légales et réglementaires.

Une rémunération insuffisante face à une charge de travail croissante

Les MJPMi consacrent l’essentiel de leur activité à des majeurs protégés dont les revenus sont largement inférieurs à la moyenne nationale (environ 2500 euros nets mensuels). En effet, plus de 81 % des mesures concernent des personnes dont les revenus annuels sont compris entre 0 et 29 140, 61 euros, un seuil qui nécessite une prise en charge partielle ou totale de la mesure par l’État. Ils doivent aussi composer avec des charges élevées, représentant près de 50 % de leur chiffre d’affaires (loyer, carburant, salaires, fournitures, logiciels, maintenance informatique, assurances, formations, URSSAF, CIPAV, etc.).

L’enquête révèle une tendance marquée à l’accroissement du nombre de mesures confiées aux MJPMi, avec des implications significatives sur leur charge de travail. Près de 64 % des répondants déclarent avoir vu le volume de mesures augmenter ces dernières années, témoignant d’une demande et une confiance croissante pour leur expertise. Cette augmentation se traduit par un temps de travail conséquent passé pour leur cabinet, avec une moyenne de 45 heures par semaine.

Ainsi, la rémunération des MJPMi, gelée depuis 2014, peine à refléter leur charge de travail, la complexité des missions et leurs responsabilités accrues, dans un contexte marqué par l’inflation et la croissance de leurs charges. Ces données renforcent l’urgence d’une réflexion collective sur les modes de rémunération et les conditions d’exercice des MJPMi.

Une lacune juridique persistante sur les indisponibilités temporaires

L’étude met en lumière l’absence de dispositifs légaux pour gérer les indisponibilités temporaires des MJPMi, qu’il s’agisse de grossesse, de maladie ou d’accidents. En l’absence de cadre légal, 50,2 % des professionnels anticipent ces situations en mettant en place une organisation réfléchie afin de permettre la continuité de l’exercice de la mesure et confirment en informer la personne protégée (70 %) ou encore le juge des tutelles (60 %).

Une méconnaissance persistante du mandat de protection future

Les MJPMi sont peu nombreux à être sollicités pour mettre en place des mandats de protection future (30 %), signe de sa méconnaissance. Néanmoins, 71 % des sollicitations aboutissent à la signature d'un MPF, démontrant la pertinence d'un dispositif qui permet à toute personne majeure de désigner à l'avance une personne pour la représenter le jour où elle n'aura plus la capacité de gérer ses intérêts.

Caroline Montrignac, Présidente de la FNMJI, déclare : « *Les résultats de cette enquête confirment ce que nous dénonçons depuis plusieurs années : les MJPM indépendants accomplissent un travail indispensable souvent au prix de sacrifices importants. Il est urgent que les pouvoirs publics prennent la mesure de cette situation, notamment sur notre rémunération, gelée depuis 2014.* »

Sandrine Schwob, directrice générale de la FNMJI, ajoute : « *Cette enquête n'est pas seulement un outil de compréhension ; c'est une base solide pour faire entendre notre voix. Les données recueillies renforcent la légitimité de nos propositions et appellent à un dialogue constructif avec les pouvoirs publics.* »

Contacts presse

Taddeo pour la FNMJI

Jeanne Spada / jeanne.spada@taddeo.fr

A propos de la FNMJI

La FNMJI est une fédération de personnes morales territoriales rassemblant des associations lesquelles regroupent des personnes physiques exerçant à titre individuel l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs. Riche de la dynamique de plus de 1 200 mandataires judiciaires agréés et assermentés. Administrée par un Conseil d'administration composé des Présidents des associations adhérentes, membres de droit, et de membres élus par l'Assemblée Générale et dirigée par le Conseil de Direction, élu par les administrateurs, la FNMJI a pour volonté de rassembler les mandataires judiciaires à la protection des majeurs autour des mêmes valeurs.

<https://www.fnmji.fr/> | [LinkedIn](#)